

<http://ujfp.org/spip.php?article7649>

UJFP

Pour le 75e anniversaire de la libération d'Auschwitz, ou la persistance des ténèbres

- L'UJFP en action - Les plumes de l'UJFP -



Date de mise en ligne : lundi 27 janvier 2020

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Nous avons reçu cela :

Au centre de rétention d'Oissel la police est violente et nous humilie tous les jours.

Toujours ils provoquent, ils provoquent, ils disent « baisse les yeux ».

La nourriture est froide et n'est pas hahal alors qu'il y a une majorité de prisonniers qui sont musulmans.

Même la prison est mieux qu'ici.

Il y en a qui ont 10 ans ou 20 ans.

Ici, on les met en centre de rétention.



Depuis samedi c'est encore pire : la police a encore voulu mettre un prisonnier à l'isolement. Son ami s'y est opposé et ils l'ont amené violemment aussi à l'isolement.

Le soir, y avait la police avec des chiens et des cagoules dans le centre pour nous faire peur.

Le prisonnier qui était à l'isolement, il vient d'en sortir. Ils l'ont tabassé, il ne peut plus parler. Il a des bleus partout, les yeux et les oreilles sont gonflés. Hier, ils ont cassé le pied d'un autre prisonnier. Tout ça ne va pas du tout.

Tout le monde se plaint. Nous sommes plus de 42 prisonniers enfermés ici.

Donc là, on fait la grève commune.

Ce soir, personne n'a mangé. On va essayer d'occuper le couloir parce que ce qui s'est passé depuis samedi dernier, c'est encore pire que d'habitude. Ici, y a pas d'hygiène, les chambres ne sont pas nettoyées tous les jours.

On revendique :

- ▶ **La fin des violences policières, de la xénophobie et de leur racisme.**
- ▶ **Un minimum d'hygiène et de dignité.**
- ▶ **De la nourriture correcte.**
- ▶ **Des soins corrects.**

Les prisonniers en grève de la faim de Oissel.

le 22 janvier 2020.

Oissel est en France, en Seine Maritime, et cela se passe dans ces temps où, pas un seul jour, les plus hauts représentants de l'État, leurs valets, la presse et les médias à leur solde nous ressassent « la Shoah », AUSCHWITZ, « la Mémoire » et la « lutte contre l'antisémitisme » jusqu'à la nausée.

Tous omettent de rappeler les responsabilités de la France - particulièrement - dans la destruction des Juifs de France et plus généralement, dans sa politique d'enfermement dans les camps français déjà nommés - dès 1938 - camps de concentration..

Les CRA - aujourd'hui - ne sont rien d'autre que la version moderne des camps de concentration de Vichy, l'idéologie et les pratiques, les mêmes toujours.

Évoquer Auschwitz et reproduire aujourd'hui des pratiques comme celles dénoncées par les malheureux enfermés au CRA d'Oissel, relève de la pire injure qui puisse être faite à toutes celles et ceux qui ont été assassinés dans les camps d'extermination nazis, à nos parents, à nous mêmes enfin, dont le deuil est sans fin.

L'enseignement de la destruction des Juifs d'Europe, de la destruction des Juifs de France, la lutte contre le racisme, de tous les racismes - et pas seulement l'antisémitisme - nécessite que l'on comprenne qu'aujourd'hui, en ce 75e anniversaire de la libération d'Auschwitz par l'Armée Rouge, les crimes commis contre l'Autre restent - en dernière analyse - des crimes contre l'Humanité. Peu importe le nombre.

Oissel - comme tous les CRA - qu'ils disent ou ne disent pas leur nom comme à Menton et à Vintimille - sont la modernité du Mal, l'antichambre des camps de concentration européens externalisés - en Grèce, en Turquie, en Libye et ailleurs.

Ils sont la négation de la Mémoire et de l'Histoire. De notre histoire.

Merci aux courageux internés du CRA de Oissel de nous avoir alertés des pratiques ignominieuses de l'Etat, des atteintes à la dignité dont ils sont victimes, révélant ainsi toute la vacuité de ce discours mémoriel éhonté.

Georges

Fils d'Alfred Gumpel,

parti de Lyon dans le Convoi 76 du 11 août 1944, arrivé à Auschwitz le 22 août 1944.

Transféré le 25 janvier 1945, avant la libération du Camp, à Mauthausen où il y entre début février 1945 avec le matricule 117796. Mort à Melk le 11 avril 1945.

Partie Civile au procès de Klaus Barbie.

Le 27 janvier 2020.